

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin mars 2023 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-13,4% ▼

56 500 lgts

-8,3% ▼

359 200 lgts

Logements autorisés

Situation à fin mars 2023 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

+5,8% ▲

76 200 lgts

-11,5% ▼

441 400 lgts

Commercialisation

Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.)

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

-28,6% ▼

5 509 lgts

-41,1% ▼

19 596 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

+29,0% ▲

31 503 lgts

+19,6% ▲

122 210 lgts

Prix des logements collectifs

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

+1,4% ▲

5 399 €/m²

+5,9% ▲

4 809 €/m²

Bâtiment non résidentiel

Construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin mars 2023 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+4,2% ▲

3 421 mill. m²

-2,9% ▼

25 474 mill. m²

Surface de locaux autorisés

Situation à fin mars 2023 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+16,6% ▲

4 861 mill. m²

+3,4% ▲

40 110 mill. m²

Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en volume

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

-0,2% =

+1,0% ▲

Evolution de l'activité en entretien-rénovation, en valeur

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

+5,5% ▲

+6,6% ▲

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

=

12,3 semaines

▲

16,1 semaines

Solde d'opinion des professionnels sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation

Pour le 2^{ème} trimestre 2023

=

+1

▼

-2

Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

Travaux liés à l'éco-PTZ

Année 2022 (évol 1 an), en M€

+56,3% ▲

69,72 M€

+44,4% ▲

1 453,89 M€

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

Île-de-France

France

Travaux Publics

Activité récente

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)

-41



-22

Prévisions d'activité

Pour le 2^e trimestre 2023

13



6

Carnets de commandes

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

0,0 mois =

8,4 mois

0,0 mois =

6,3 mois



Industrie des Matériaux de Construction

Île-de-France

France

Industrie des Matériaux de Construction

Production de Matériaux

Production BPE

Production de BPE entre janv. et mars 2023 (évol 1 an), en m3

-2,4% ▼

1 367 830 m3

-5,9% ▼

9 538 337 m3

Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et mars 2023 (évol 1 an), en milliers de tonnes

-8,7% ▼

1 965 kt

-11,5% ▼

70 189 kt



Appareil de Production

Île-de-France

France

Appareil de production

Appareil de production

Emplois salariés dans la construction

A la fin du 4^e trimestre 2022 (évol 1 an)

+0,4% =

343 810 sal.

+0,3% =

1 547 280 sal.

Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin mars 2023 (évol 1 an)

-5,7% ▼

24 144 ETP

-2,4% ▼

138 024 ETP

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

-8,0% ▼

38 836 DEFM

-7,9% ▼

220 674 DEFM

Santé des entreprises

Créations d'entreprises dans la construction

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

+6,1% ▲

5 378 créations

+2,1% ▲

27 251 créations

Défaillances d'entreprises de Construction

Au 1^{er} trimestre 2023 (évol 1 an)

+41,4% ▲

639 défaillances

+43,2% ▲

2 900 défaillances

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS DE NOUVEAU EN BAISSÉ SUR LE DÉBUT D'ANNÉE 2023

Entre février 2022 et mars 2023, environ 56 500 logements ont été mis en chantier en Île-de-France, soit 13,4% de moins qu'au cours des 12 mois précédents (février 2021 à mars 2022). Cette baisse s'observe particulièrement sur le segment des logements collectifs (-14,5%), principal marché en Île-de-France, et sur celui des logements individuels groupés (-16,8%), alors que celui des logements individuels purs diminue moins fortement (-1,2%).

Sur la même période, environ 76 200 logements ont été autorisés en région, soit 5,8% de plus que sur les 12 mois précédents. Cette hausse concerne uniquement le segment des logements collectifs (+9,8%), les autorisations étant en baisse s'agissant des logements individuels (-8,3% pour l'individuel groupé et -19,7% pour l'individuel pur).

Si l'on compare aux 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020), le nombre de logements commencés a diminué de 23,2% et celui de logements autorisés de 5,8%.

Au niveau France métropolitaine, à fin mars 2023, le nombre de logements commencés sur 12 mois est en baisse sur l'ensemble des régions, excepté en Centre-Val de Loire (+1,5%) et en Normandie (+11,5%).

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2023 Evol 1 an	
Total logements commencés	56 500 lgts	-13,4% ▼
Dont individuels purs	5 600 lgts	-1,2%
Dont individuels groupés	2 300 lgts	-16,8%
Dont collectifs (y compris résidences)	48 600 lgts	-14,5%
Total logements autorisés	76 200 lgts	+5,8% ▲
Dont individuels purs	6 000 lgts	-19,7%
Dont individuels groupés	3 300 lgts	-8,3%
Dont collectifs (y compris résidences)	66 900 lgts	+9,8%

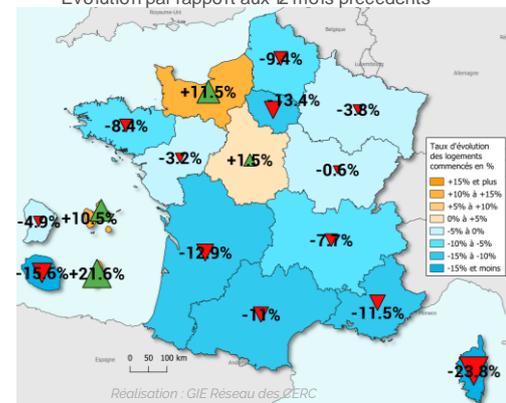
MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2023

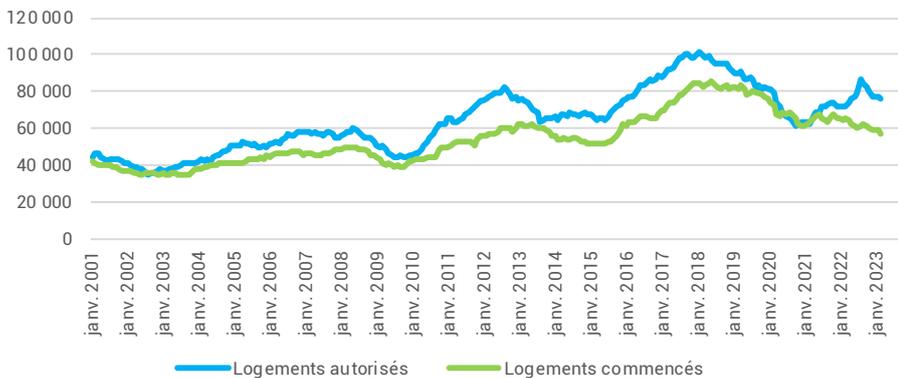
56 500 logements

-13,4% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

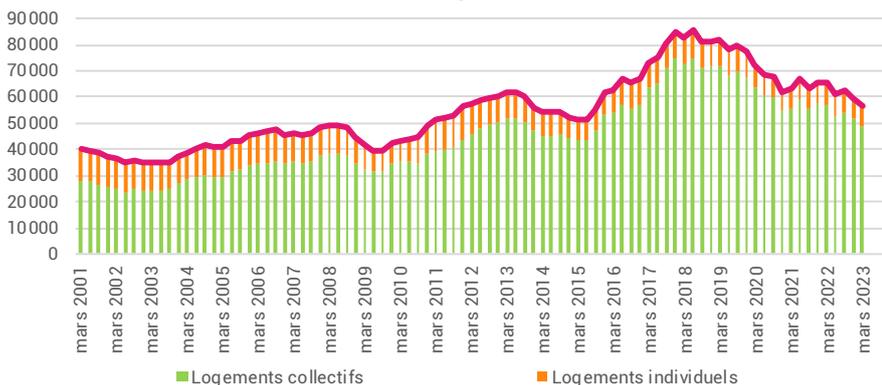
Logements commencés sur 12 mois à fin mars 2023
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Construction neuve de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



Mises en chantier de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2023

76 200 logements

+5,8% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2023

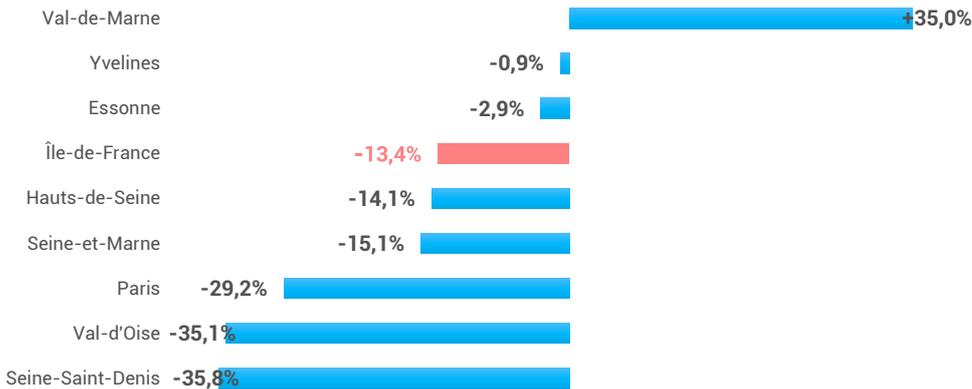


Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2023

Unité : % d'évolution à 1 an



Une baisse de la construction neuve de logements observée sur l'ensemble des départements, excepté le Val-de-Marne

A l'échelle régionale, le nombre de logements commencés est en baisse sur 12 mois à fin mars 2023 par rapport aux 12 mois précédents (-13,4%). A l'exception du Val-de-Marne qui enregistre une hausse de 35% au cours de cette période, l'ensemble des départements suivent cette tendance : dans une moindre mesure les Yvelines avec -0,9% et l'Essonne avec -2,9%, et très fortement pour Paris (-29,2%), le Val-d'Oise (-35,1%) et la Seine-Saint-Denis (-35,8%).

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue périodes des mises en chantier de logements par département montrent que seul le département du Val-de-Marne connaît une hausse à la fois sur les 12 derniers mois et en moyenne annuelle sur la période 2013-2022.

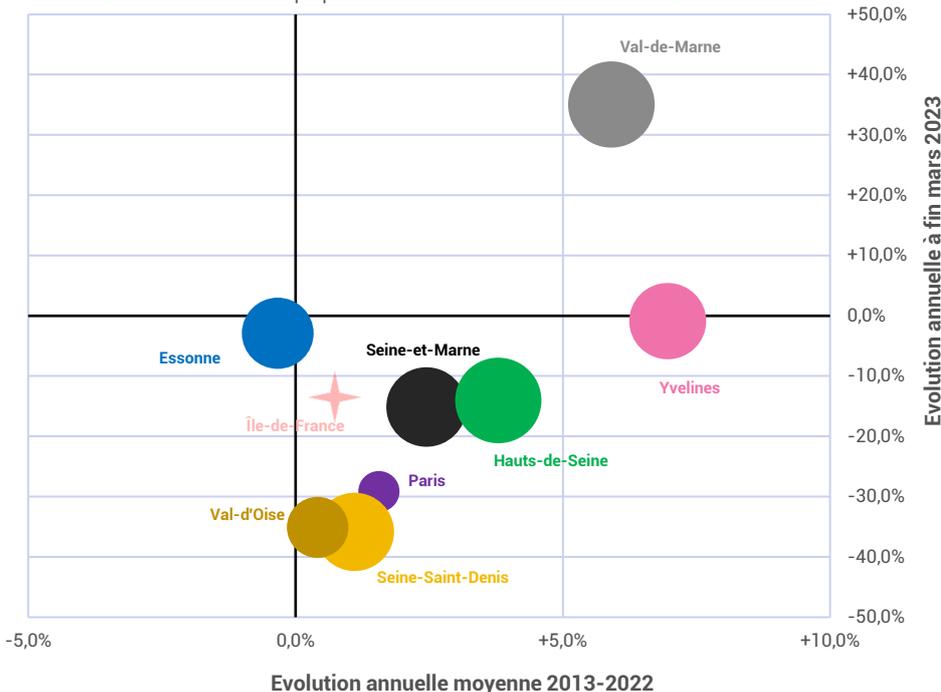
Note de lecture du graphique ci-contre : Dans les Hauts-de-Seine, les mises en chantier de logements cumulées sur 12 mois à fin mars 2023 ont diminué de 14,1%. A l'inverse, sur longue période (2013-2022), en moyenne, la production de logements dans ce département est en hausse de 3,8% par an.

La taille des bulles est proportionnelle au nombre de logements commencés entre février 2022 et mars 2023.

Les mises en chantier de logements Évolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2012-2021

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2023

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS : LA BAISSÉ DES MISES EN VENTE ET DES RÉSERVATIONS SE POURSUIT DÉBUT 2023

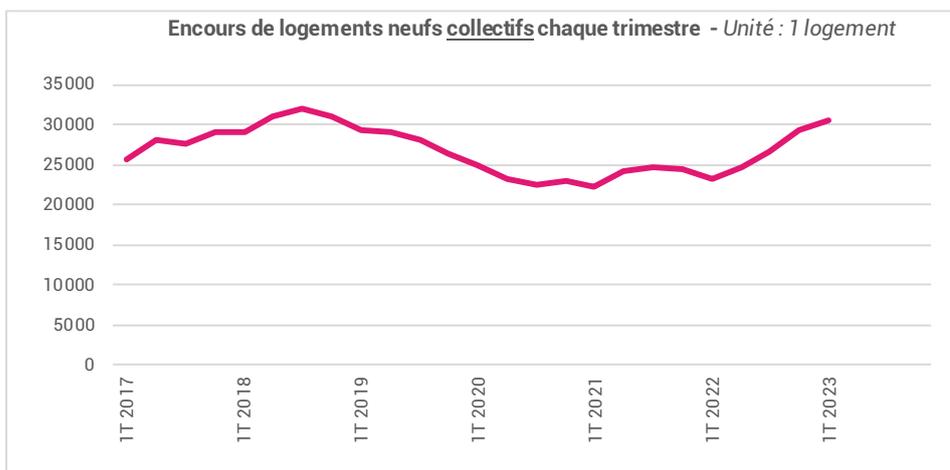
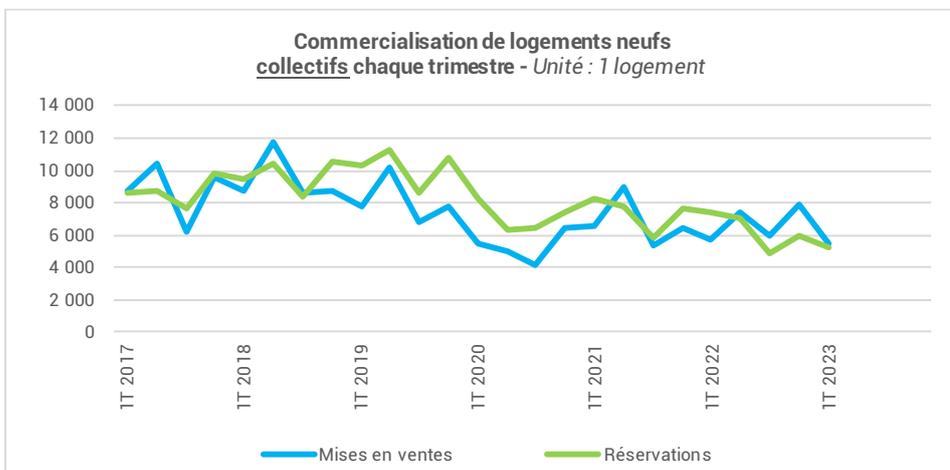
Au 1er trimestre 2023, les mises en vente de logements **collectifs** destinés à des particuliers diminuent en Île-de-France (5 525 logements, soit -2,9% par rapport au 1er trimestre 2022). Parallèlement, les réservations (représentant 5 275 logements) enregistrent une baisse encore plus forte (-29,2%).

Cumulées sur 12 mois, si les réservations sont en repli (-19,2%), les mises en vente ont, quant à elles, légèrement augmenté (+1,1%).

L'encours d'appartements proposés à la vente à fin mars 2023 atteint 30 435 logements. Il augmente de 30,7% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le prix moyen au mètre carré des appartements vendus en région est supérieur au 1er trimestre 2023 comparé au 1er trimestre 2022 (+1,4%, soit 5 399 €/m²).

La commercialisation de logements neufs <u>collectifs</u> aux particuliers	1 ^o trimestre 2023 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 525 lgts	-2,9%	▼
Réservations ⁽²⁾	5 275 lgts	-29,2%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	30 435 lgts	+30,7%	▲
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	16,2 mois	+6,9 mois	▲
Prix des logements collectifs	5 399 €/m ²	+1,4%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	26 760 lgts	+1,1%	▲
Réservations	23 160 lgts	-19,2%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	5 628 lgts	+3,4%	▲



RESERV. LGTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM. AU 1er TRIM. 2023

23 160 logements

-19,2% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS : LA BAISSSE SE POURSUIT ÉGALEMENT AU 1ER TRIMESTRE 2023

Au 1er trimestre 2023, les mises en vente de logements **individuels** destinés à des particuliers diminuent fortement en Île-de-France : -52,9% par rapport au 1er trimestre 2022. Dans le même temps, les réservations diminuent de 11,4%.

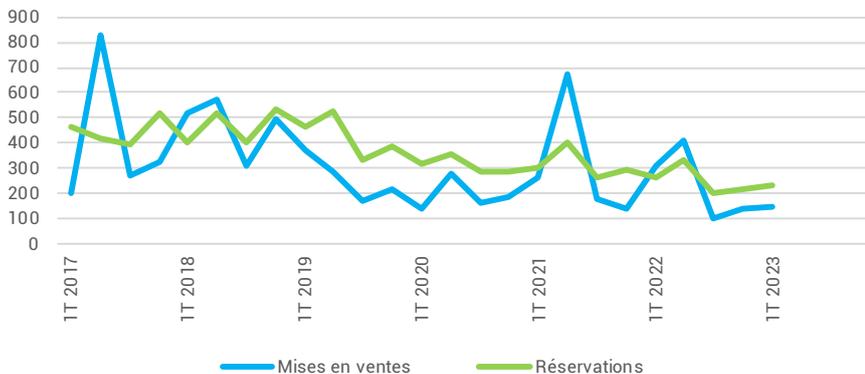
Cumulées sur 12 mois, les mises en vente et les réservations sont en baisse, respectivement de 39,2% et 19,5%.

L'encours de logements individuels disponibles à la vente à fin mars 2023 diminue de 4,6% par rapport à la même période de l'année précédente, représentant 1 068 maisons disponibles.

Le prix moyen des maisons individuelles neuves vendues au 1er trimestre 2023 en région est relativement stable par rapport au 1er trimestre 2022 ; il est en moyenne de 432 466 €.

La commercialisation de logements neufs <u>individuels</u> aux particuliers	1° trimestre 2023 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	146 lgts	-52,9%	▼
Réservations ⁽²⁾	234 lgts	-11,4%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	1 068 lgts	-4,6%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	14,1 mois	+2,1 mois	▲
Prix des logements individuels	432 466 €/lot	+0,9%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	788 lgts	-39,2%	▼
Réservations	982 lgts	-19,5%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	297 lgts	+19,3%	▲

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Encours de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



RESERV. LGTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM. AU 1er TRIM. 2023

982 logements

-19,5% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

Sources :

SDES, ECLN (données brutes)



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION DE LOCAUX NEUFS AUGMENTE ENCORE EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2023

En Île-de-France, entre février 2022 et mars 2023, les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élevèrent à plus de 3,4 millions de m², soit une hausse de 4,2% par rapport aux 12 mois précédents (février 2021-mars 2022).

Dans le même temps, les surfaces autorisées ont augmenté encore plus fortement (+16,6%), atteignant près de 4,9 millions de m².

Si l'on compare aux 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020), les surfaces de locaux commencées et autorisées au cours de la période février 2022-mars 2023 sont inférieures de respectivement 3,1% et 7,5%.

Au niveau France métropolitaine, la situation est globalement négative. L'Île-de-France fait partie des quatre seules régions enregistrant une hausse des surfaces de locaux mis en chantier entre février 2022 et mars 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, avec Provence-Alpes-Côte d'Azur (+7,2%), la Normandie (+14,3%) et la Corse (+19,9%).

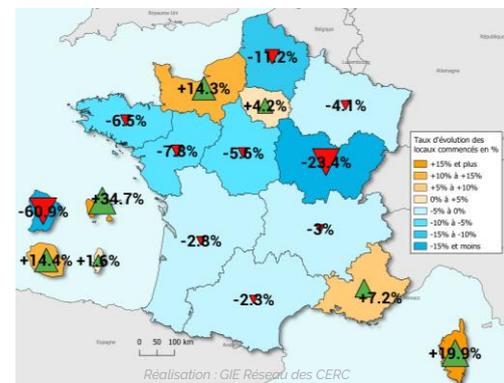
MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2023

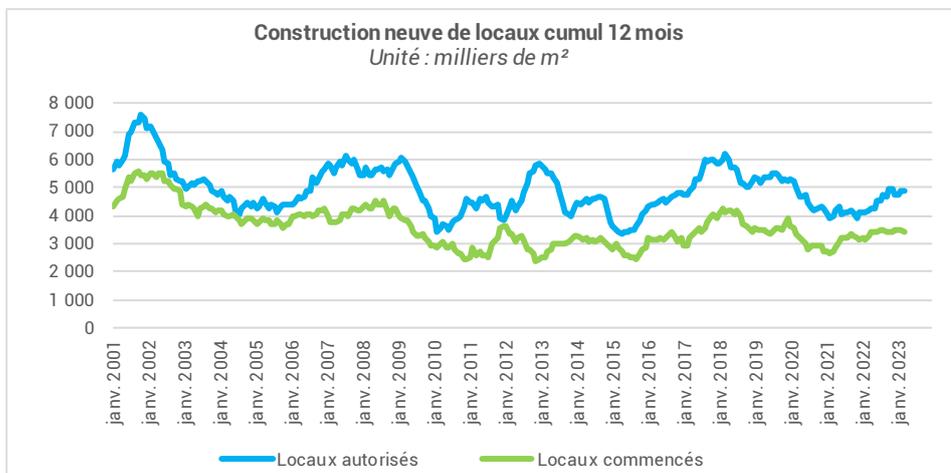
3 421 milliers de m²

+4,2% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin mars 2023
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2023 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	3 421 mill. m ²	+4,2%	▲
Total locaux autorisés	4 861 mill. m ²	+16,6%	▲



AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2023

4 861 milliers de m²

+16,6% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

UNE HAUSSE DE LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX TOUJOURS PORTÉE PAR LE SECTEUR PRIVÉ

Globalement, les surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier en Île-de-France ont augmenté de 4,2% sur 12 mois à fin mars 2023 par rapport aux 12 mois précédents. La hausse de la production de locaux du secteur privé (+6,8% hors bâtiments agricoles, +7,3% pour les bâtiments agricoles) a plus que compensé la baisse enregistrée dans le secteur public (-5,1%). On note cependant qu'au sein du secteur privé, la situation est contrastée, avec une forte baisse sur le marché des bureaux, important en Île-de-France (-18,8%) et celui des locaux industriels (-17,2%) alors le segment des entrepôts et celui des commerces connaissent une hausse (de respectivement 51,5% et 43,3%).

S'agissant des surfaces de locaux autorisées, elles sont en hausse de 16,6% globalement en région à fin mars 2023 (cumul 12 mois) par rapport aux 12 mois précédents. Cette tendance s'observe sur l'ensemble du secteur privé non agricole (+28,1% en moyenne). En revanche, le niveau des autorisations est en baisse pour les bâtiments agricoles (-16%) et le secteur public (-10,4%).

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2023 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	3 421 mill. m²	+4,2%	▲
Bâtiments agricoles	100 mill. m²	+7,3%	▲
Secteur privé non agricole	2 637 mill. m²	+6,8%	▲
Dont locaux industriels	229 mill. m ²	-17,2%	▼
Dont commerces	468 mill. m ²	+43,3%	▲
Dont bureaux	838 mill. m ²	-18,8%	▼
Dont entrepôts	822 mill. m ²	+51,5%	▲
Dont autres locaux	280 mill. m ²	-3,4%	▼
Secteur public	684 mill. m²	-5,1%	▼

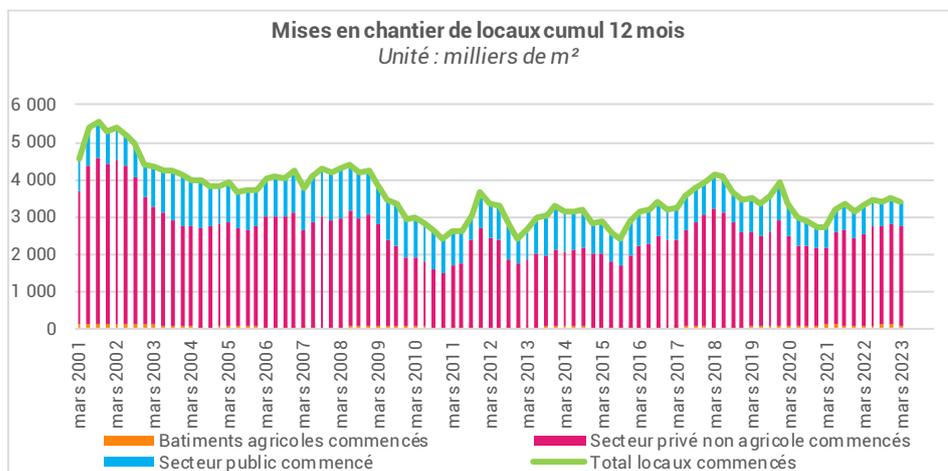
MISES EN CHANTIER

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2023

3 421 milliers de m²

+4,2% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2023 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	4 861 mill. m²	+16,6%	▲
Bâtiments agricoles	163 mill. m²	-16,0%	▼
Secteur privé non agricole	3 777 mill. m²	+28,1%	▲
Dont locaux industriels	543 mill. m ²	+57,6%	▲
Dont commerces	505 mill. m ²	+20,8%	▲
Dont bureaux	1 368 mill. m ²	+41,9%	▲
Dont entrepôts	960 mill. m ²	+14,3%	▲
Dont autres locaux	401 mill. m ²	+4,9%	▲
Secteur public	921 mill. m²	-10,4%	▼

AUTORISATIONS

CUMUL 12 MOIS – SIT. À FIN MARS 2023

4 861 milliers de m²

+16,6% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

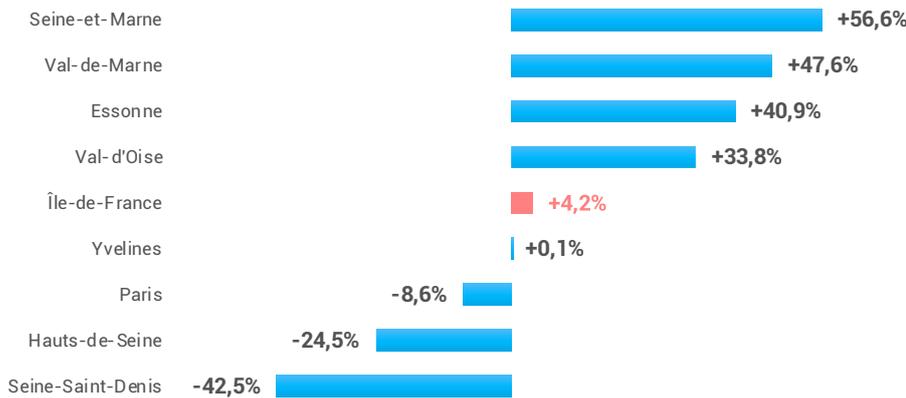


Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2023

Unité : % d'évolution à 1 an



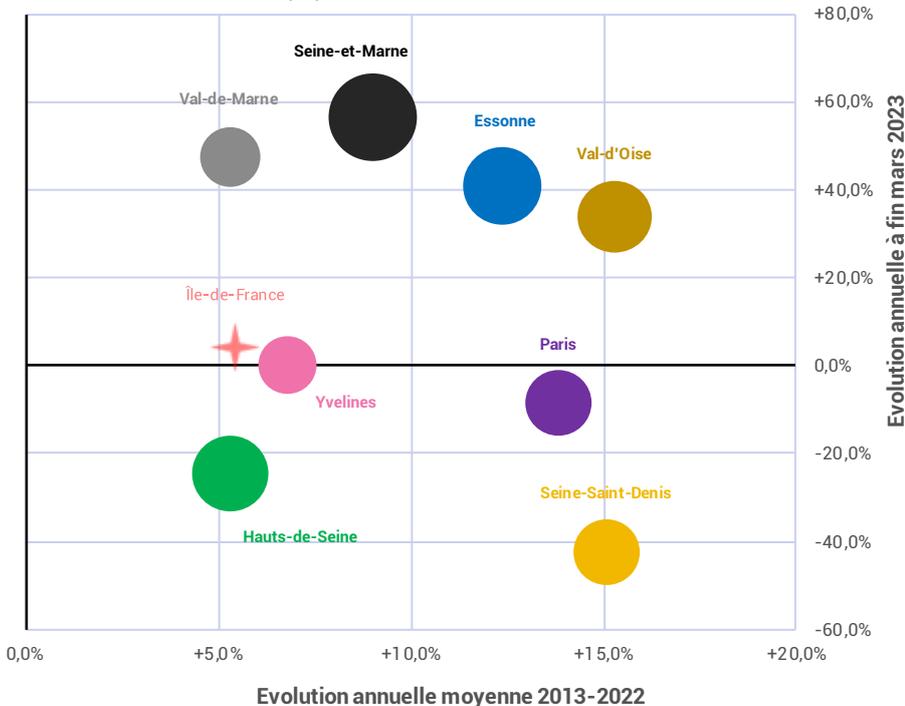
De fortes disparités territoriales en termes de construction de locaux neufs

Les mises en chantier de locaux enregistrent des évolutions très contrastées selon les départements d'Île-de-France.

En cumul sur 12 mois à fin mars 2023, les surfaces commencées ont augmenté de 4,2% en moyenne sur l'ensemble de la région par rapport aux 12 mois précédents. Cet indicateur cache de fortes disparités et constitue en fait une moyenne de valeurs extrêmes. En effet, alors que le Val-d'Oise, l'Essonne, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne connaissent de fortes hausses de leur production de locaux (respectivement +33,8%, +40,9%, +47,6% et +56,6%), la situation est stable dans les Yvelines (+0,1%) et les trois autres départements enregistrent une baisse : de 8,6% à Paris, 24,5% dans les Hauts-de-Seine et 42,5% en Seine-Saint-Denis.

Les mises en chantier de locaux Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2012-2021
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de locaux par département ne permettent pas de mettre en évidence un certain phénomène d'inertie des disparités territoriales. Si certains départements enregistrent une hausse sur les 12 derniers mois comme sur longue période (le Val-de-Marne, la Seine-et-Marne, l'Essonne et le Val-d'Oise), d'autres affichent des moyennes élevées sur longue période mais sont en recul sur les 12 derniers mois (Paris et la Seine-Saint-Denis).

Note de lecture du graphique ci-contre :
En Seine-Saint-Denis, les surfaces de locaux mises en chantier cumulées sur la période février 2022-mars 2023 sont en baisse par rapport aux 12 mois précédents (-42,5%). A l'inverse, sur longue période (2013-2022), en moyenne, les surfaces de locaux commencées dans ce département sont en hausse de 15,1% par an. La taille des bulles est proportionnelle aux surfaces de locaux commencées entre février 2022 et mars 2023.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources : SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

ENTRETIEN-RÉNOVATION

UNE ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION RELATIVEMENT STABLE AU 1ER TRIMESTRE 2023

En Île-de-France, 73% des professionnels du Bâtiment considèrent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 1er trimestre 2023. Cette part reste inférieure à la moyenne nationale (82%).

Les montants facturés par les entreprises de Bâtiment franciliennes pour des travaux d'entretien-rénovation sont relativement stables (-0,2% en volume) au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022, alors qu'ils augmentent légèrement au niveau national (+1%).

L'Île-de-France est la seule région enregistrant une évolution négative, l'activité d'entretien-rénovation progressant dans l'ensemble des autres régions : de 0,5% en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 2,3% en Centre-Val de Loire.

La variation en valeur, du fait d'un haut niveau d'inflation, s'élève à +5,5% en Île-de-France (+6,6% à l'échelle nationale).

Au niveau régional, l'évolution est identique, quel que soit le marché. Sur le segment des logements, les hausses les plus importantes sont enregistrées en Bretagne (+2%) et Centre-Val de Loire (+2,2%), contre +1% en moyenne à l'échelle nationale. Sur le segment des locaux non résidentiels, les disparités régionales sont plus fortes, avec une progression qui atteint 2,7% en Bretagne et jusqu'à 3,2% en Centre-Val de Loire, contre +0,8% pour la moyenne française.

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation		1er trimestre 2022 - Evol 1 an	
De logements			
Île-de-France	-0,2%	=	
France	+1,0%	▲	
De bâtiments non résidentiels			
Île-de-France	-0,2%	=	
France	+0,8%	▲	

FOCUS : RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

LE MARCHÉ DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE RESTE STABLE ÉGALEMENT

Le marché plus spécifique de la rénovation énergétique affiche une relative stabilité (+0,1% en volume) au 1er trimestre 2023 en Île-de-France par rapport au 1er trimestre 2022, contre une hausse de 1,1% au niveau national.

Là encore, l'Île-de-France apparaît en retrait comparativement aux autres régions qui enregistrent des hausses allant de 0,8% en Occitanie à 2,1% en Bretagne.

En valeur, l'évolution est de +5,8% en Île-de-France (+6,7% à l'échelle nationale).

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION EN VOLUME AU 1^{er} TRIM. 2023

-0,2% =

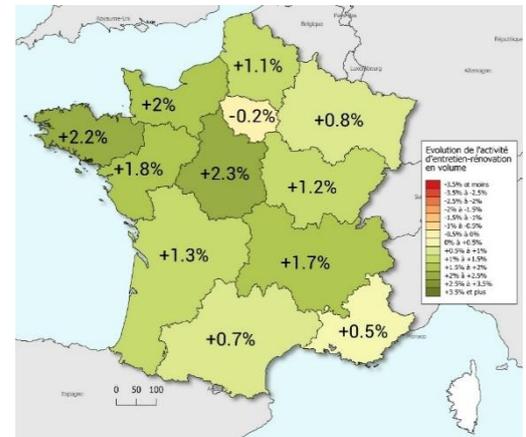
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 1^{er} TRIM. 2023

+5,5% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en entretien-rénovation en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 1^{er} TRIM. 2023

+0,1% =

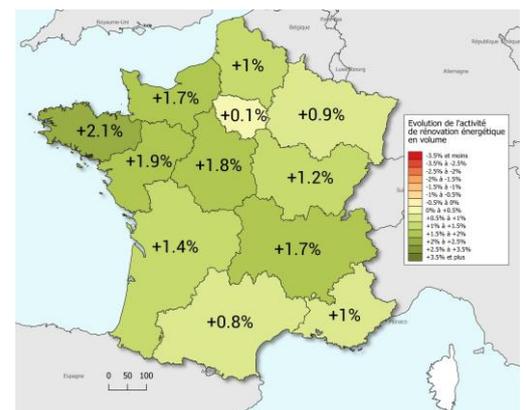
(ÉVOLUTION 1 AN)

EN VALEUR AU 1^{er} TRIM. 2023

+5,8% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Evolution du montant facturé en rénovation énergétique en volume (euros constants)



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'évolution en volume du montant HT facturé



CARNETS DE COMMANDES

UN NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES TOUJOURS EN RETRAIT PAR RAPPORT À LA MOYENNE NATIONALE

Avec une moyenne de 12,3 semaines de travail garanties, le niveau des carnets de commandes des entreprises de Bâtiment franciliennes sur le marché de l'entretien-rénovation est stable au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022 mais il est en hausse par rapport à la fin d'année 2022 (11,8 semaines). Ce niveau est également supérieur à celui d'avant crise sanitaire (10,8 semaines au 3ème trimestre 2019).

Malgré un niveau élevé, l'Île-de-France reste la région de France métropolitaine ayant les carnets de commandes les moins bien garnis. La région apparaît toujours en retrait à l'échelle nationale où la moyenne est de 16,1 semaines, chiffre dépassé dans la majorité des régions et atteignant 21,5 semaines en Centre-Val de Loire et 19,5 semaines en Normandie.

OPINIONS DES ENTREPRISES

LES PROFESSIONNELS SONT LÉGÈREMENT PLUS OPTIMISTES QUANT À L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION AU 2ÈME TRIMESTRE 2023

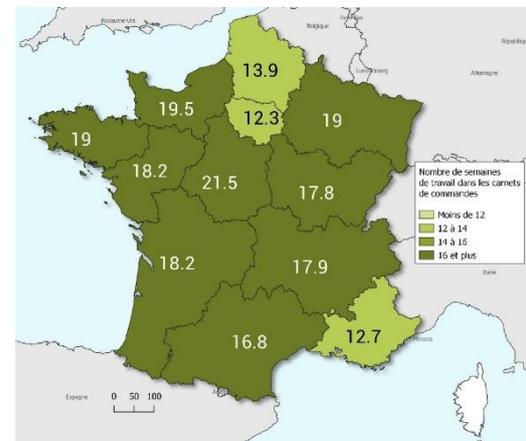
Le solde d'opinion quant au niveau d'activité d'entretien-rénovation prévue pour le 2ème trimestre 2023 s'avère positif en région (+1), alors qu'il est globalement négatif à l'échelle nationale (-2). Ainsi, les professionnels anticipant une hausse d'activité sont plus nombreux que ceux prévoyant une baisse.

Les professionnels sont plus optimistes dans un grand quart nord-ouest du pays, avec, notamment, un solde d'opinion de +4 en Centre-Val de Loire et +10 en Bretagne alors que les prévisions sont moins bonnes en Occitanie (-12), en Nouvelle-Aquitaine (-6) et dans les Hauts-de-France (-5).

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 1er TRIMESTRE 2023

12,3 =
(ÉVOLUTION 1 AN)

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commandes en entretien-rénovation à fin 1er trimestre 2023

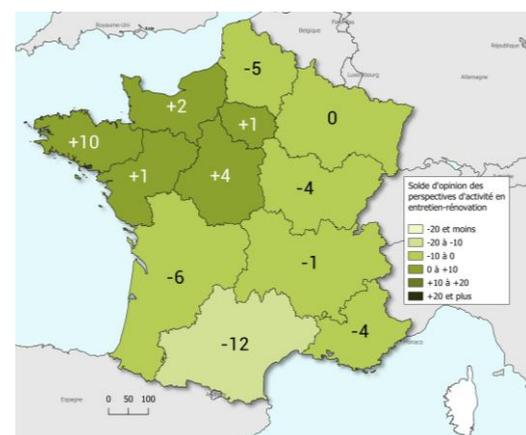


Source : Réseau des CERC - Unité : nombre de semaines de travail

SOLDE D'OPINION* DES PROFESSIONNELS SUR L'ÉVOLUTION DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN RÉNOVATION POUR LE 2e TRIMESTRE 2023

+1 =

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation d'entretien rénovation pour le 2ème trimestre 2023



Source : Réseau des CERC - Unité : solde d'opinion *

* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien rénovation



Bâtiment - Entretien-rénovation

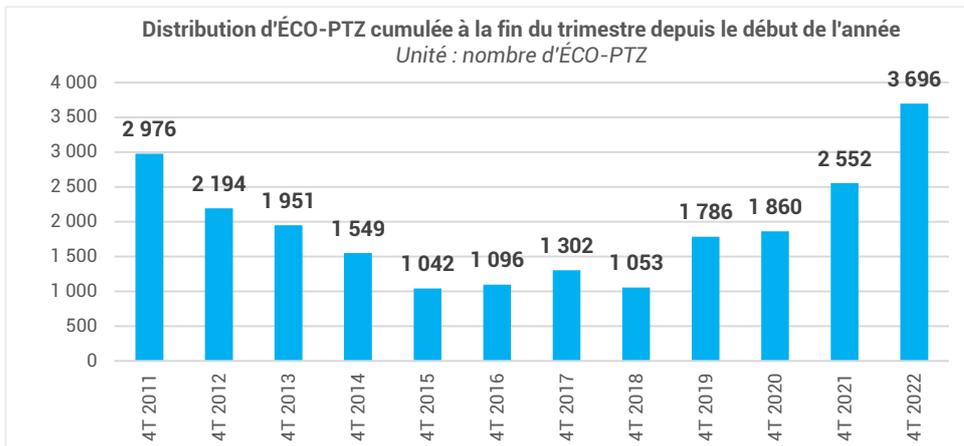
Bâtiment résidentiel : Prêts à taux zéro

UNE FORTE HAUSSE DU NOMBRE D'ÉCO-PTZ DISTRIBUÉS

Le nombre d'éco-PTZ distribués en Île-de-France a fortement augmenté en 2022 par rapport à 2021 : +44,8%. En termes de travaux réalisés, ces éco-PTZ représentent un volume de 69,72 M€, soit 56,3% de plus sur un an. Cette hausse est plus importante qu'au niveau national (+44,4%). A noter que c'est à la fois le nombre de prêts distribués et le montant moyen des travaux financés qui ont augmenté, ce dernier passant en région de 17 486 € par prêt en 2021 à 18 863 € en 2022, montant supérieur à la moyenne nationale (17 760 € en 2022).

Cette progression sur l'année peut être mise en relation avec le Plan de relance instauré par le gouvernement français avec une place importante accordée à la transition énergétique, dont la rénovation thermique des bâtiments. A noter également un relèvement du plafond de l'éco-PTZ pour les rénovations performantes au 1er janvier 2022.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	Année 2022 - Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	69,72 M€	+56,3%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	3 696 ECO-PTZ	+44,8%	▲



VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS ECO-PTZ

DE JANVIER À DÉC. 2022

69,72 M€

+56,3% ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

LE PTZ+ EN REcul PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

Au 4ème trimestre 2022, le nombre de PTZ+ accordés pour l'achat d'un logement francilien a diminué, à la fois dans l'ancien et dans le neuf.

Dans le neuf, environ 2 200 prêts ont été délivrés au cours de cette période, soit 32,6% de moins qu'au 4ème trimestre 2021. Cette baisse est à mettre en relation avec le recul des réservations de logements observé dans le même temps.

Toute proportion gardée, la diminution est un peu moins importante dans l'ancien, avec environ 120 prêts accordés au 4ème trimestre 2022, soit 19% de moins qu'à la même période de l'année précédente.

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2022 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	2 218	-32,6%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	119	-19,0%	▼

PRÊTS À 0% PTZ+ DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

AU 4^e TRIMESTRE 2022

2 218 prêts

-32,6% ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources : SGFGAS (données brutes)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ EN BAISSÉ POUR LES TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS AU 1ER TRIMESTRE 2023 MAIS DES PRÉVISIONS OPTIMISTES

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens sur leur activité du 1er trimestre 2023 est négatif (-41). Il y a donc davantage d'entreprises considérant que leur activité était en baisse au cours de ce trimestre que d'entreprises estimant que leur activité était en hausse. Les entreprises avaient anticipé ce recul pour le début d'année.

Avec un solde d'opinion à 13, les prévisions des chefs d'entreprises de Travaux Publics franciliens pour le 2ème trimestre 2023 apparaissent meilleures.

Les chefs d'entreprises de Travaux Publics sont également plus optimistes quant à l'évolution à venir des effectifs salariés permanents intérimaires (soldes d'opinion respectivement de 6 et 9).

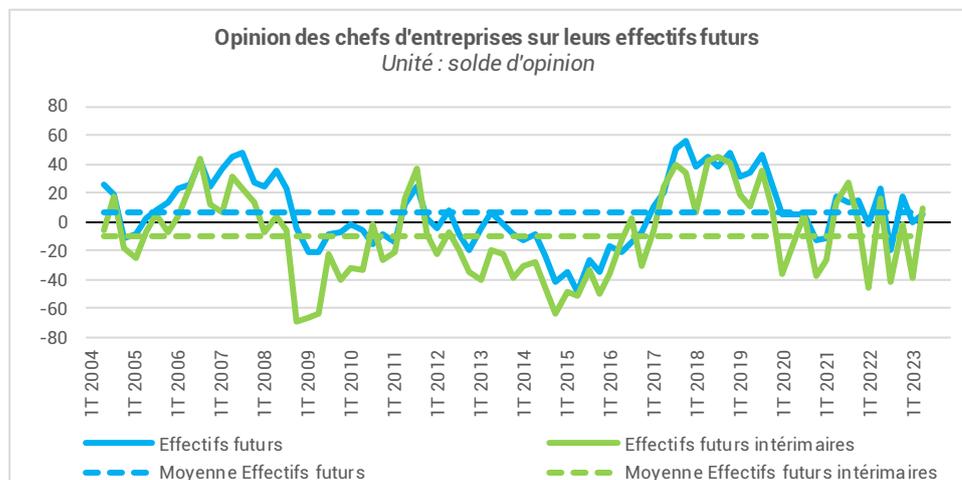
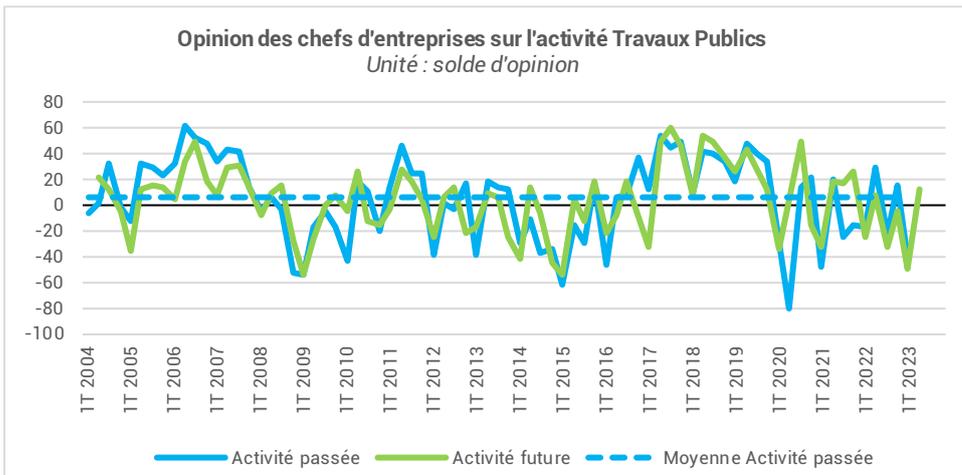
ACTIVITÉ RÉCENTE OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 1er TRIMESTRE 2023

-41 ▼
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)

PRÉVISION D'ACTIVITÉ OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES POUR LE 2e TRIM. 2023

13 ▲
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 2° trimestre 2023	13	▲
Activité récente du 1° trimestre 2023	-41	▼



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

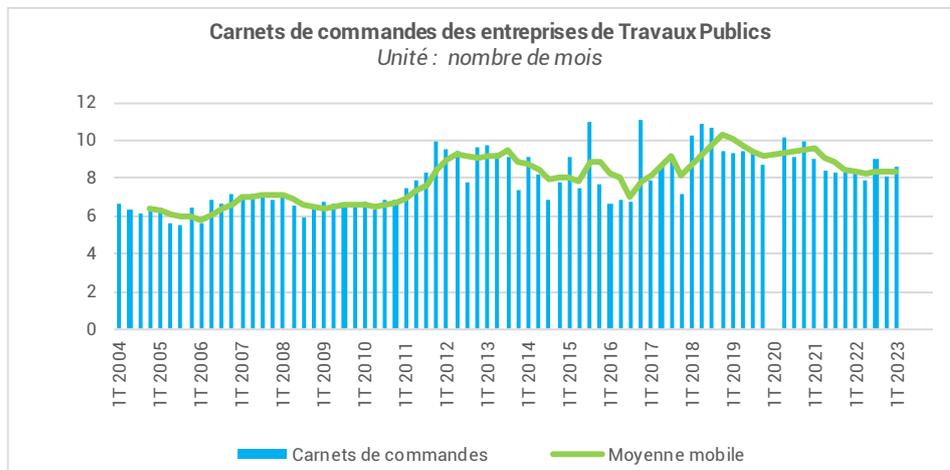
Opinion des chefs d'entreprises

STABILITÉ DES CARNETS DE COMMANDES, BAISSÉ DES DÉLAIS DE PAIEMENT ET POURSUITE DE LA HAUSSE DES PRIX PRATIQUÉS

Au 1er trimestre 2023, les carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics franciliennes restent stables et à un bon niveau : 8,4 mois en moyenne, contre 6,3 mois à l'échelle nationale. S'agissant des délais de paiement, les entreprises considérant que ces derniers ont diminué sont plus nombreuses que les entreprises estimant qu'ils ont augmenté. Concernant les prix pratiqués, si le solde d'opinion est bien moins élevé qu'au trimestre précédent, les entreprises estiment que la hausse des prix pratiqués va se poursuivre.

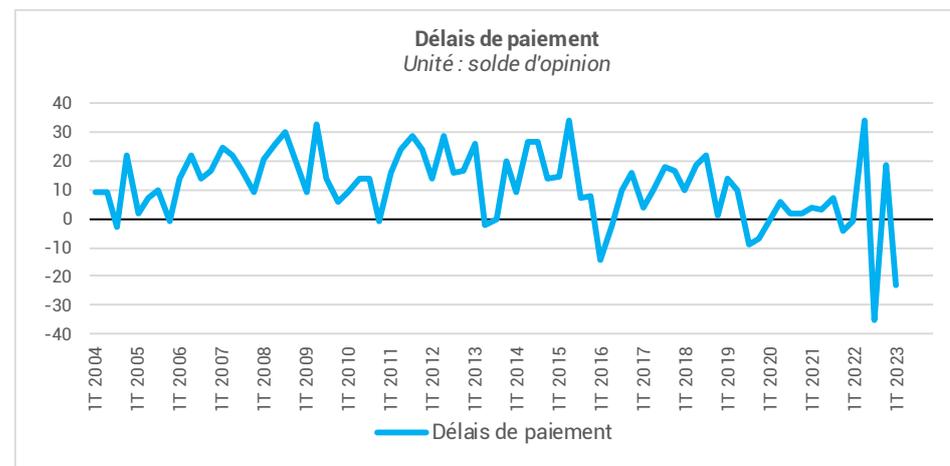
CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	1 ^o trimestre 2023 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	8,4 mois	0,0 mois	=



DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	1 ^o trimestre 2023 - Evol 1 trim.	
Délais de paiement	-23	▼



PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 2 ^e trimestre 2023	9	▼
Prix pratiqués au 1 ^{er} trimestre 2023	6	▼

CARNET DE COMMANDES OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 1er TRIMESTRE 2023

0 mois =
(ÉVOLUTION 1 AN)

DÉLAIS DE PAIEMENT OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 1er TRIMESTRE 2023

-23 ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

PRIX PRATIQUÉS OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 1er TRIMESTRE 2023

6 ▼
(ÉVOLUTION 1 TRIMESTRE)

Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

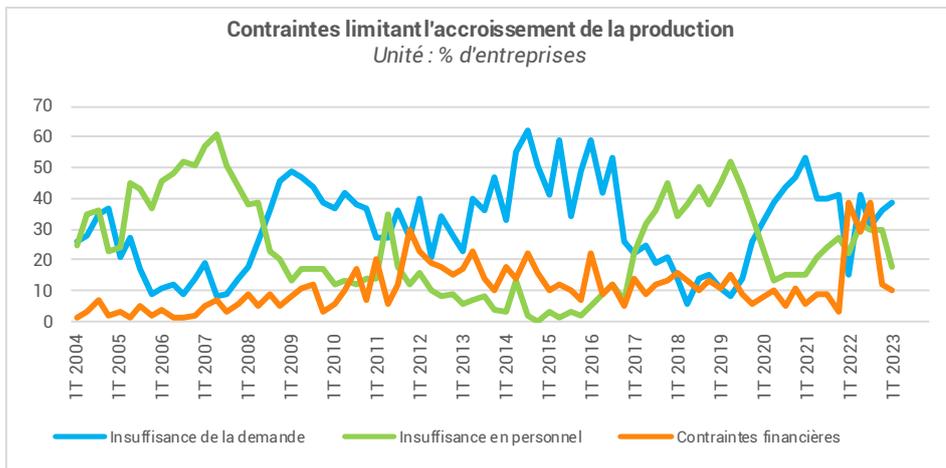
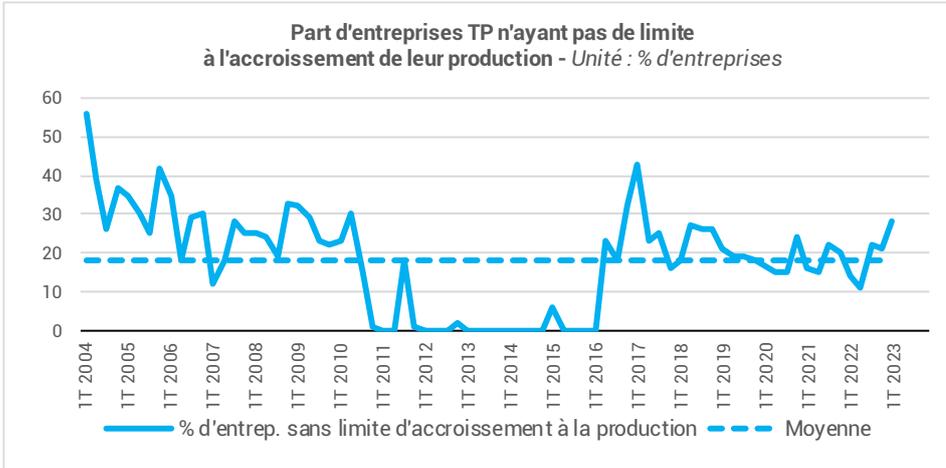
L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE : PRINCIPAL FREIN À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

Au 1er trimestre 2023, 28% des entreprises de Travaux Publics franciliennes déclarent ne pas voir de limites à l'accroissement de leur production, soit une proportion supérieure à celle observée à la même période l'année précédente.

Du côté des entreprises rencontrant des freins à l'accroissement de leur activité, la principale contrainte est liée à l'insuffisance de la demande (pour 39% d'entre elles), devant le manque de personnel (18%). A noter que les contraintes financières apparaissent de moins en moins fortes.

CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	1 ^{er} trimestre 2023 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	28%	+14 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	39%	+24 pts	▲
Insuffisance en personnel	18%	-4 pts	▼
Contraintes financières	10%	-29 pts	▼
Conditions climatiques	2%	+1 pts	=
Insuffisance de matériel	4%	-14 pts	▼
Autres facteurs	7%	-27 pts	▼



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)



Matériaux

Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

LA PRODUCTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION POURSUIT SA BAISSÉ

La production de BPE est en baisse en mars 2023 par rapport à mars 2022 (498 227 m³, soit 3,9% de moins). Le recul est plus important s'agissant de la production de granulats (778 kilotonnes, soit -10,3%).

En cumul sur le 1er trimestre de l'année, les productions de BPE et de granulats diminuent par rapport à la même période de l'année précédente, de respectivement 2,4% et 8,7%.

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en mars 2023	498 227 m ³	-3,9%	▼
Prod. de Granulats en mars 2023	778 kt	-10,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
de BPE entre janv. et mars 2023	1 367 830 m ³	-2,4%	▼
de Granulats entre janv. et mars 2023	1 965 kt	-8,7%	▼

PRODUCTION DE BPE

ENTRE JANV. ET MARS 2023

1 367 830 m³

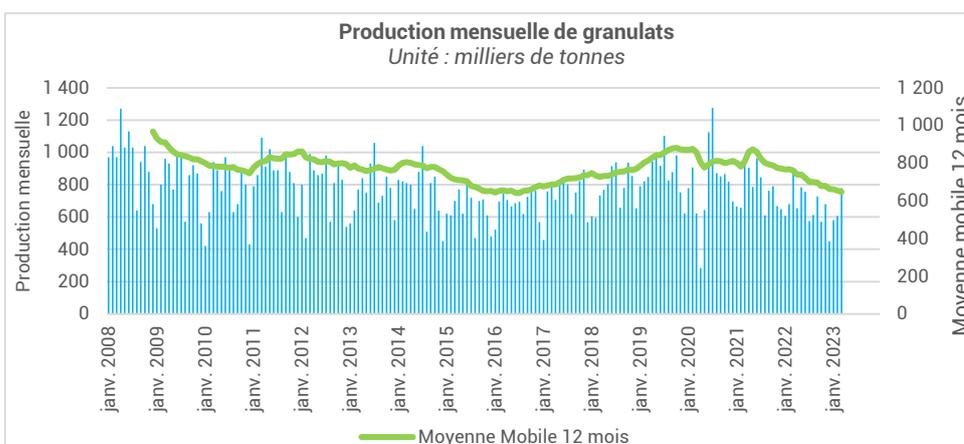
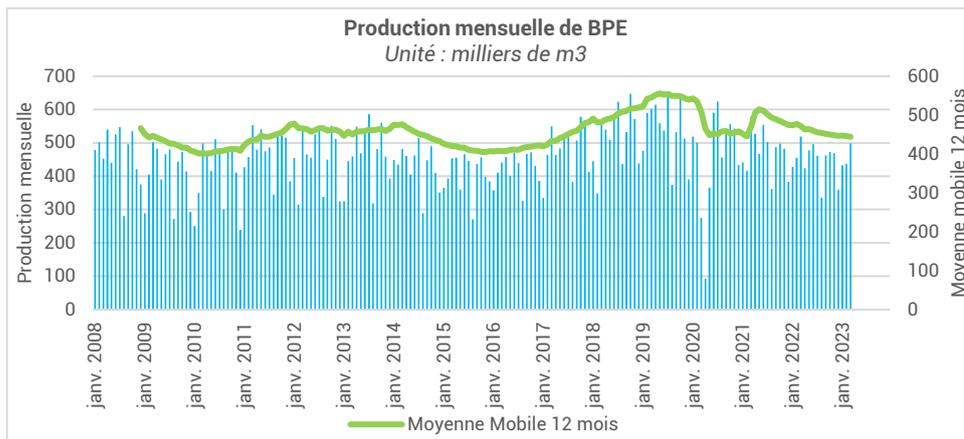
-2,4% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS

ENTRE JANV. ET MARS 2023

1 965 kt

-8,7% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)



Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4

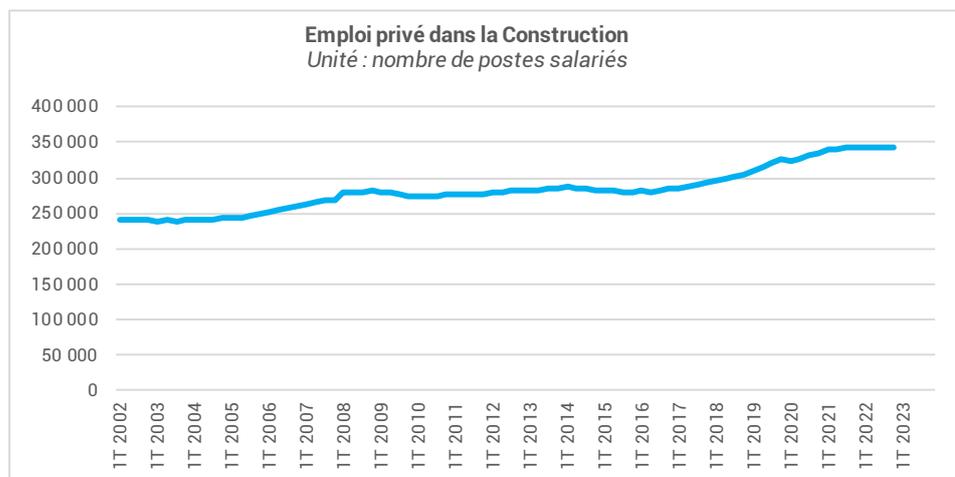
Appareil de production Emploi salarié et intérimaire

EMPLOI SALARIÉ

L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION RESTE STABLE, À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Avec environ 343 800 salariés, l'emploi reste relativement stable dans le secteur Construction en Île-de-France au 4ème trimestre 2022 par rapport au 4ème trimestre 2021 (+0,4%). En Métropole, la tendance est globalement la même. Les progressions les plus élevées sont enregistrées en Nouvelle-Aquitaine (+0,9%), en Normandie (+0,9% également) et en Bretagne (+1,3%).

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2022 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	343 810 sal.	+0,4%	=



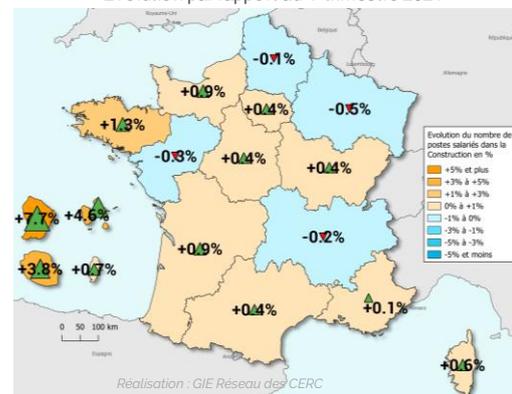
EMPLOI SALARIÉ

AU 4e TRIMESTRE 2022

343 810 salariés

+0,4% =
(ÉVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 4^e trimestre 2022
Evolution par rapport au 4^e trimestre 2021



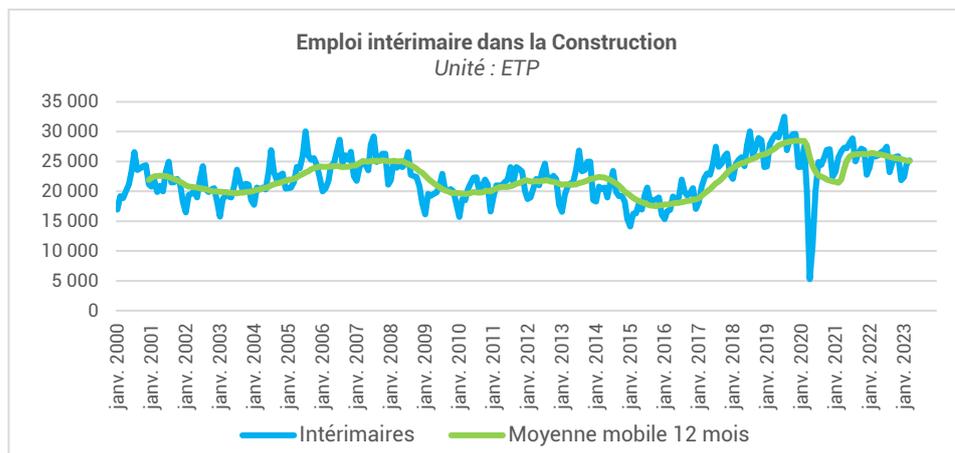
Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

EMPLOI INTÉRIMAIRE

UN NOMBRE D'INTÉRIMAIRES TOUJOURS EN BAISSÉ

En mars 2023, un peu moins de 25 200 intérimaires Construction en équivalent temps plein étaient recensés en Île-de-France, soit 3% de moins qu'en mars 2022. La baisse est plus marquée en moyenne sur 3 mois (1er trimestre) : -5,7% par rapport à la même période un an auparavant, ainsi que sur 12 mois : -5%.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Mars 2023 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en mars 2023	25 171 ETP	-3,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin mars 2023	24 144 ETP	-5,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin mars 2023	25 226 ETP	-5,0%	▼



INTÉRIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN MARS 2023

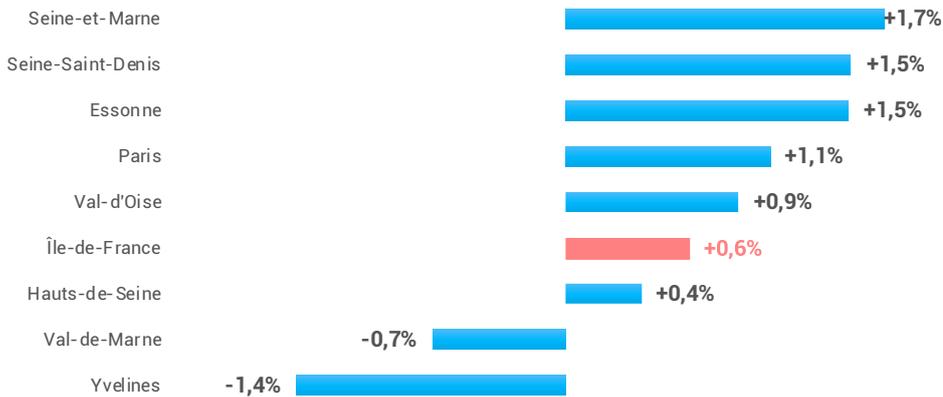
24 144 ETP

-5,7% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

L'emploi salarié dans les départements moyenne du 1T2022 au 4T2022 / moyenne du 1T2021 au 4T2021

Unité : % d'évolution



De faibles disparités territoriales en termes d'emploi salarié

Sur l'ensemble de l'année 2022, l'emploi salarié dans le secteur Construction a légèrement augmenté sur l'ensemble de la région Île-de-France (+0,6% en moyenne par rapport à 2021).

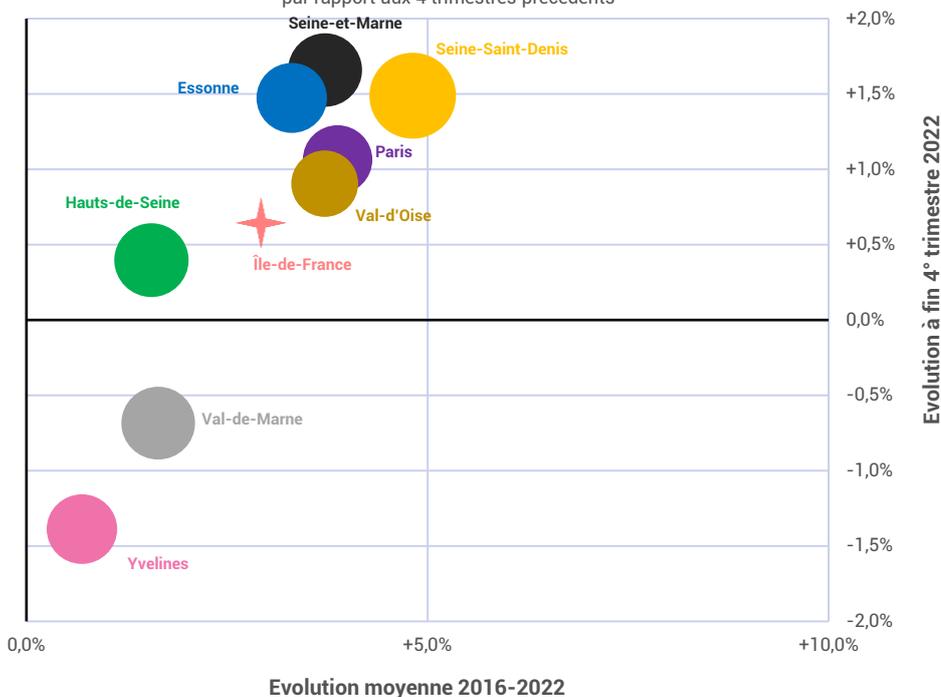
Cette tendance à la hausse s'observe sur l'ensemble des départements, excepté dans le Val-de-Marne et les Yvelines où l'emploi salarié est en légère baisse (respectivement de 0,7% et 1,4%).

Dans les autres départements, les taux de croissance des effectifs salariés varient entre +0,4% dans les Hauts-de-Seine et +1,7% en Seine-et-Marne.

Cette relative homogénéité de l'évolution de l'emploi salarié observé également sur les périodes précédentes, trouve certainement son explication dans la grande mobilité géographique permise aux salariés par les infrastructures de la région Île-de-France.

L'emploi salarié Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



La comparaison des évolutions sur courte et longue périodes de l'emploi salarié par département montre que les départements qui connaissent les hausses les plus importantes sur l'année 2022 sont aussi les plus dynamiques sur longue période.

Note de lecture du graphique ci-contre : En Seine-Saint-Denis, l'emploi salarié est en hausse de 1,5% en 2022 par rapport à 2021. Il est également en hausse sur longue période (2016-2022), de 4,8% en moyenne par an.

La taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés (moyenne sur l'année 2022).

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

**LA BAISSÉ DE LA DEMANDE D'EMPLOI DANS LA CONSTRUCTION SE
POURSUIT EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2023**

En Île-de-France, la demande d'emploi dans le secteur Construction diminue de nouveau au 1er trimestre 2023 (-8% par rapport au 1er trimestre 2022), représentant environ 38 800 demandeurs d'emploi (DEFM de catégorie A) enregistrés. Cette baisse est légèrement plus importante que celle observée dans le même temps tous secteurs d'activité confondus (-7,5%).

Les demandeurs d'emploi dans le secteur Construction représentent 7% des demandeurs d'emploi totaux. Cet indicateur est stable par rapport au 1er trimestre 2022.

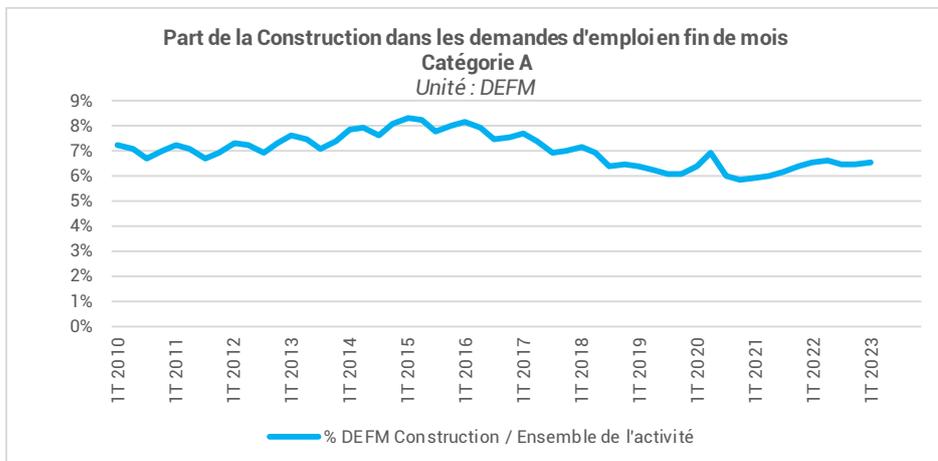
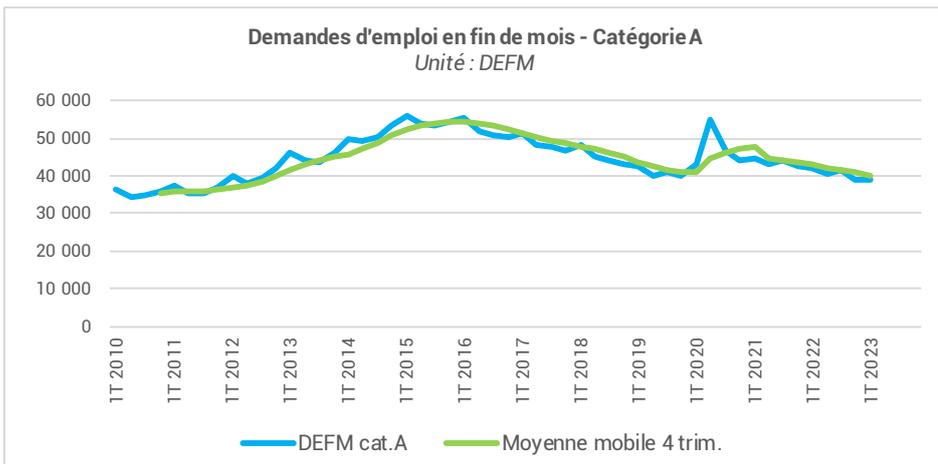
**DEMANDES D'EMPLOI
AU 1er TRIMESTRE 2023****38 836 DEFM****-8,0%** ▼

(ÉVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2023 - Evol 1 an		
DEFM Construction	38 836 DEFM	-8,0%	▼
DEFM tous secteurs économiques	593 962 DEFM	-7,5%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.

**Sources :**

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

LA CRÉATION D'ENTREPRISES DANS LA CONSTRUCTION PORTÉE PAR LE RÉGIME DE LA MICRO-ENTREPRISE

Au 1er trimestre 2023, près de 5 400 entreprises ont été créées dans le secteur Construction en Île-de-France. Ce chiffre est en hausse par rapport au 1er trimestre 2022 (+6,1%). Cette évolution est portée par le régime de la micro-entreprise, les créations sous les autres statuts ayant diminué (-6,8%).

Cumulées sur 12 mois, les créations d'entreprises enregistrent une hausse par rapport aux 12 mois précédents, de 11,6%, tous régimes confondus ; elles sont relativement stables si l'on ne tient pas compte des micro-entrepreneurs (+0,6%).

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 ^{er} trimestre 2023 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	5 378 créations	+6,1%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 234 créations	-6,8%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	19 642 créations	+11,6%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	12 199 créations	+0,6%	=

CRÉATION D'ENTREPRISES

AU 1^{er} TRIMESTRE 2023

5 378 créations

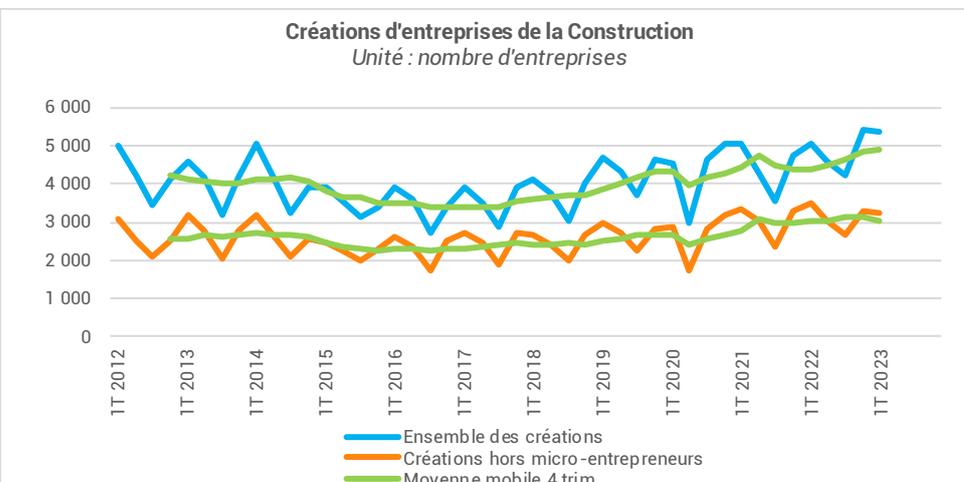
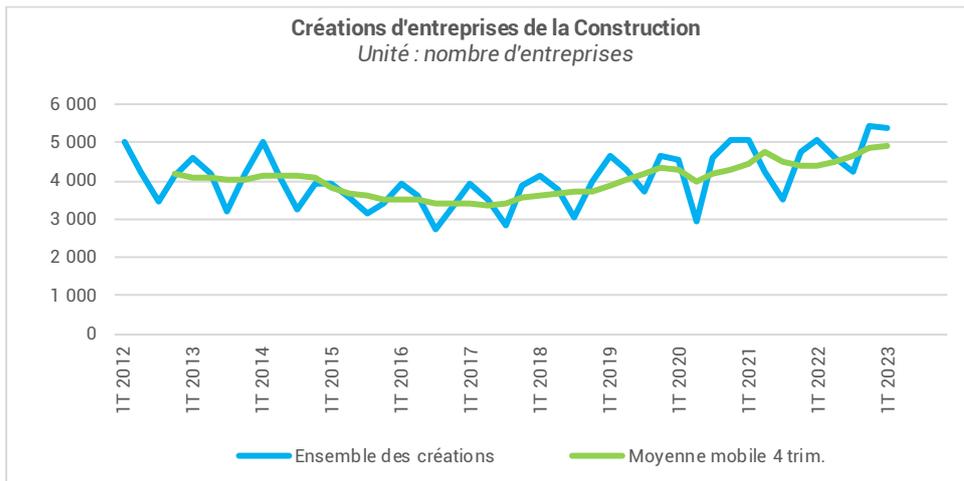
+6,1% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

HORS MICRO-ENTREPRISES

AU 1^{er} TRIMESTRE 2023

3 234 créations

-6,8% ▼
(ÉVOLUTION 1 AN)



Sources :
INSEE (données brutes)

4

Appareil de production Créations et défaillances d'entreprises

639 ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DÉFAILLANTES AU 1ER TRIMESTRE 2023

Au 1er trimestre 2023, les défaillances enregistrées dans le secteur Construction en Île-de-France augmentent à nouveau fortement : +41,4% par rapport au 1er trimestre 2022. Les 639 entreprises défaillantes au cours de ce trimestre représentent près de 2 500 salariés, soit un effectif supérieur par rapport au 1er trimestre 2022 (+47,7%).

Sur 12 mois, ces indicateurs sont en hausse par rapport aux 12 mois précédents : de 35,8% en nombre d'entreprises, de 35,1% s'agissant des salariés concernés.

Le nombre de défaillances reste cependant inférieur au niveau observé avant la crise sanitaire : comparé au 4ème trimestre 2019, il est de 16,5% moindre.

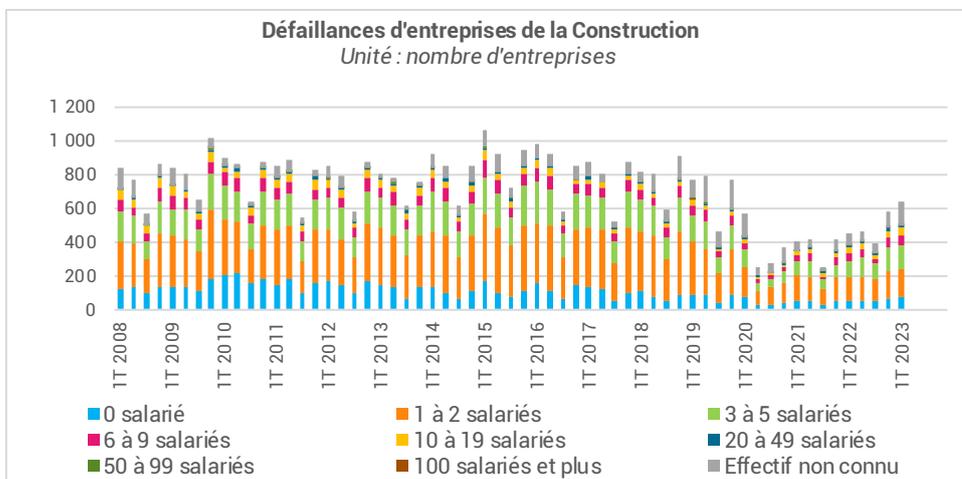
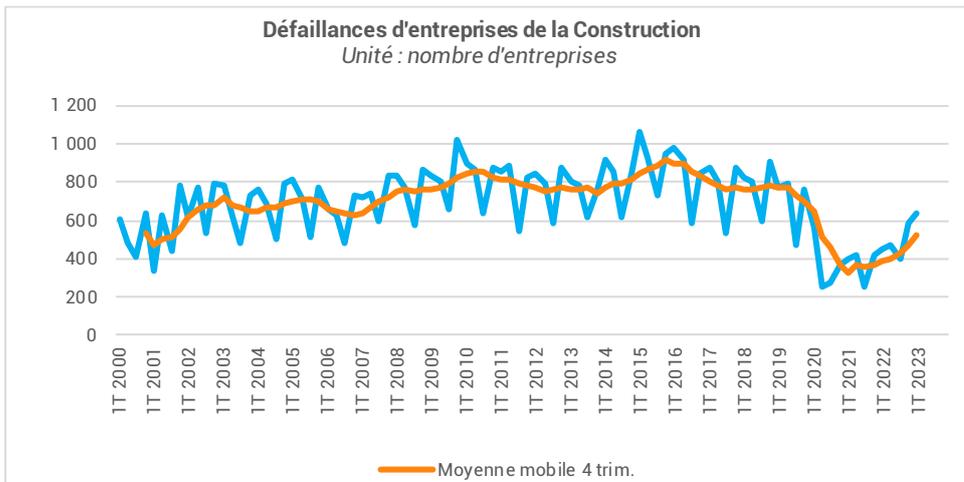
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES AU 1e TRIMESTRE 2023

639 défaillances

+41,4% ▲
(ÉVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 ^{er} trimestre 2023 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	639 défaillances	+41,4%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	2 083 défaillances	+35,8%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	2 466 salariés	+47,7%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	8 201 salariés	+35,1%	▲

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION D'ÎLE-DE-FRANCE

21 rue Miollis – 75015 PARIS

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : sitara.khan.cerc@gmail.com

Site internet : <https://cercidf.fr/>